

Septembre 2006



منظمة الأغذية  
والزراعة  
للأمم المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food  
and  
Agriculture  
Organization  
of  
the  
United  
Nations

Organisation  
des  
Nations  
Unies  
pour  
l'alimentation  
et  
l'agriculture

Organización  
de las  
Naciones  
Unidas  
para la  
Agricultura  
y la  
Alimentación

F

## COMITÉ DES PÊCHES

### SOUS-COMITÉ DE L'AQUACULTURE

#### Troisième session

New Delhi (Inde), 4-8 septembre 2006

### AMÉLIORATION DE LA PLANIFICATION ET DE L'ÉLABORATION DES POLITIQUES DANS LE DOMAINE DE L'AQUACULTURE: POSSIBILITÉS ET DÉFIS

#### RÉSUMÉ

Les gouvernements, indépendamment de l'état d'avancement et du développement de l'aquaculture dans leurs pays, sont généralement conscients de l'importance de la planification pour le développement durable du secteur et de sa contribution à la sécurité alimentaire et à la croissance économique. Toutefois, les capacités humaines et institutionnelles nécessaires pour planifier le développement de l'aquaculture font souvent défaut dans les pays qui en ont le plus besoin. La planification médiocre du développement de l'aquaculture a conduit à une croissance lente, non coordonnée, déséquilibrée et non durable du secteur dans un certain nombre de pays et de régions. Le présent document fait ressortir les principaux problèmes associés à la planification de l'aquaculture, les conséquences d'une planification médiocre et les problèmes rencontrés lors des tentatives d'amélioration des processus de planification. Il décrit les activités en cours et futures du Département des pêches de la FAO concernant la planification de l'aquaculture. Les membres du Sous-Comité sont invités à formuler des observations sur les activités entreprises ces dernières années, à préciser ce qu'ils entendent faire pour améliorer la planification et la formulation de politiques dans le domaine de l'aquaculture et à indiquer les domaines dans lesquels ils voient des possibilités de collaborer avec la FAO durant la période intersessions.

#### INTRODUCTION

1. Si la production aquicole se développe partout dans le monde, on reconnaît de plus en plus le besoin d'une bonne planification du développement du secteur moyennant la formulation de politiques appropriées et favorables. À sa première (2002) et à sa deuxième (2003) sessions, le Sous-Comité de l'aquaculture a souligné que les gouvernements se doivent de soutenir des processus de planification visant à créer des environnements propices au développement durable de l'aquaculture.

2. En règle générale, le fait de planifier le développement d'un secteur de l'économie fournit les moyens de réglementer, dans l'intérêt public, le développement d'une activité en vue d'atteindre une série de buts et d'objectifs déterminés. La planification permet de réduire les risques, d'informer les décideurs, d'instaurer la confiance et de transmettre des informations. Pour être applicables et utiles à la réalisation des buts et objectifs fixés, les résultats de la planification s'appuient sur un soutien politique, la participation des parties intéressées et l'engagement de ressources<sup>1</sup>. La planification n'est pas une formule magique pour faire progresser le développement. Si elle est mal effectuée, elle peut créer une situation plus mauvaise que l'absence totale de planification<sup>2</sup>. Cela s'applique au contexte du développement de l'aquaculture où la planification est un processus important qui stimulera et orientera l'évolution du secteur en fournissant des mesures d'incitation et de protection, attirant des investissements et encourageant le développement, tout en assurant la durabilité à long terme (sur le plan économique, environnemental et social), pour contribuer en définitive à la croissance économique et à l'atténuation de la pauvreté.

3. Le but du présent document de travail est d'obtenir des observations et des avis des membres du Sous-Comité au sujet des activités entreprises et planifiées par le Département des pêches de la FAO à l'appui de la préparation et de la diffusion des pratiques optimales de planification pour le développement durable du secteur aquacole. Le présent document définit les problèmes liés à la planification de l'aquaculture, décrit leurs conséquences sur le plan pratique, analyse les problèmes rencontrés au niveau de la planification pour le développement futur du secteur aquacole, présente les initiatives prises et invite le Sous-Comité à donner son avis sur les mesures et activités permettant de surmonter ces problèmes.

### **PROBLÈMES LIÉS À LA PLANIFICATION**

4. La planification et la formulation de politiques appropriées en matière d'aquaculture sont entravées par un certain nombre de facteurs, que l'on retrouve principalement dans les pays moins avancés: i) capacités humaines et institutionnelles limitées; ii) confusion concernant la terminologie et les exigences; iii) médiocrité des processus de planification; et iv) les lacunes en matière d'information. Chacun de ces facteurs est examiné ci-après.

#### **Capacités humaines et institutionnelles inadéquates**

5. Malgré le fait que le renforcement des capacités soit devenu une caractéristique dominante de la plupart des projets de développement, il reste souvent limité à l'acquisition de compétences concernant l'utilisation de la technologie. Dans les hautes sphères gouvernementales où la majorité des fonctionnaires ont reçu une formation en ingénierie, en biologie ou dans des disciplines connexes, des économistes et des planificateurs s'occupant du développement de l'aquaculture et des pêches sont des exceptions. Si l'importance des connaissances en matière d'ingénierie et de biologie ne saurait être remise en question, la thématique restreinte de ces disciplines peut peser sur des domaines de l'élaboration des politiques qui sont davantage du ressort des économistes, en particulier compte tenu des liens existant entre un secteur comme celui de l'aquaculture et l'économie au sens large. De nombreuses institutions responsables du développement de l'aquaculture, en particulier les institutions des pays en développement où celle-ci joue depuis toujours un rôle secondaire, mais qui commencent à profiter des possibilités de croissance économique offertes par le secteur, ne disposent pas encore de la combinaison adéquate des compétences nécessaires à la planification.

---

<sup>1</sup> Conroy, M.M. and Berke, P.R. 2004. What makes a good sustainable development plan? An analysis of factors that influence principles of sustainable development. *Environment and Planning*, 36(8): 1381-1396.

<sup>2</sup> Hamlish, R. 1988. Méthodologie et directives pour la planification du développement des pêches avec examen particulier des pays en développement de la région Afrique. *FAO Document technique sur les pêches* n° 297, Rome, FAO.

### **Confusion concernant la terminologie et les exigences en matière de planification**

6. La planification est un processus rationnel entrepris pour élaborer un cadre cohérent en vue de parvenir à une série d'objectifs généraux définis de manière concertée, sur la base de la définition des problèmes et des questions à résoudre. Elle fait partie d'un processus articulé logiquement autour i) d'une politique, ii) d'une stratégie et iii) d'un plan d'action pour la mise en oeuvre des politiques.

7. Les politiques fixent l'orientation à long terme du développement. De par leur nature même, les objectifs tendent à être de vaste portée et peuvent en général se rapporter à des questions telles que l'exploitation durable des ressources, la croissance économique, la création d'emplois, l'augmentation des recettes d'exportation, l'atténuation de la pauvreté et la concrétisation de la sécurité alimentaire.

8. Les stratégies indiquent comment atteindre ces objectifs. Chacun d'entre eux peut être soutenu par une ou plusieurs stratégies dont les objectifs sont concrètement définis et plus immédiats. Il importe également à ce stade de spécifier des stratégies interdépendantes à l'appui de plusieurs objectifs. Par exemple, des stratégies se rapportant au développement des capacités humaines et institutionnelles, à la recherche, et au renforcement de la collaboration entre secteurs peuvent toutes contribuer à appuyer une série d'objectifs.

9. Le stade final du processus comprend la préparation d'un plan d'action ou d'un plan de mise en oeuvre, qui contient les activités détaillées à entreprendre pour atteindre chaque objectif stratégique. Ces activités devraient être spécifiques, mesurables, réalisables, pertinentes et assorties d'un calendrier et les responsabilités de ceux chargés de leur mise en oeuvre devraient être clairement définies.

10. Des indicateurs mesurables et convenus devraient être spécifiés pour tous les objectifs, ainsi que pour le suivi de la mise en oeuvre.

### **Médiocrité du processus de planification**

11. Une étude récente d'un certain nombre de politiques, stratégies et plans nationaux axés sur le développement de l'aquaculture dans le monde a fait ressortir que les processus de planification entrepris et les méthodologies suivies n'étaient pas toujours rigoureux<sup>3</sup>. L'influence de l'environnement institutionnel sur le processus de planification peut être positive ou négative. Parmi les exemples de limitations institutionnelles pouvant se révéler négatives figurent: i) des processus descendants et le manque de participation de toutes les parties intéressées, y compris des bénéficiaires directs potentiels des politiques tels que les communautés, les pisciculteurs et ceux qui travaillent hors du secteur aquacole; et ii) le manque d'engagement de la part des agents gouvernementaux chargés de la mise en oeuvre des résultats du processus de planification. Les législations et les règlements mal formulés et mal appliqués sont une autre cause de la non-réalisation des objectifs. Durant la planification, l'adoption de processus légitimes, transparents et convenus est essentielle<sup>4</sup>.

### **Lacunes en matière d'informations et de données**

12. La planification nécessite le traitement de très grandes quantités d'informations, qui vont des opinions et des besoins exprimés par les principales parties intéressées (par exemple, les pisciculteurs dans les communautés) à des séries de données quantitatives. À sa deuxième session (2003), le Sous-Comité a reconnu l'importance déterminante de la collecte de données précises et fiables sur l'aquaculture pour la planification du développement du secteur. À cet égard, la mise

<sup>3</sup> Brugere, C. and Ridler, N. 2004. Global aquaculture outlook in the next decades: an analysis of national aquaculture production forecasts to 2030. *Fisheries Circular* No. 1001. FAO, Rome.

<sup>4</sup> Mascarenhas, M. and Scarce, R. 2004. "The intention was good": Legitimacy, consensus-based decision-making, and the case of forest planning in British Columbia, Canada. *Society and Natural Resources*, 17(1): 17-38.

en oeuvre de la Stratégie et des grandes lignes du Plan pour l'amélioration de l'information concernant la situation et les tendances de l'aquaculture, tels que préparés par la Consultation d'experts organisée sur ce thème en janvier 2004 à Rome (voir le document COFI:AQ/III/2006/Inf. 6)<sup>5</sup>, serait un grand pas en avant.

13. Il faudrait reconnaître qu'il n'est pas toujours possible d'avoir accès aux informations recherchées et que celles-ci parfois n'existent pas. Se procurer des informations exige souvent beaucoup de temps et d'argent et si elles ne sont pas rapidement et facilement utilisables, elles perdent beaucoup de leur valeur. Associées aux problèmes mis en lumière dans la section précédente, les lacunes en matière de données et d'informations auront un impact négatif sur le processus de planification et déboucheront sur des politiques moins convaincantes et faibles qui pourraient être arbitraires et donner lieu à des critiques.

### **CONSÉQUENCES NÉGATIVES D'UNE PLANIFICATION INADÉQUATE**

14. Une planification inadéquate pourrait conduire à des choix économiques erronés et à de mauvaises politiques. Elle pourrait aussi se traduire par un développement lent, non coordonné et non durable du secteur et créer des conflits à l'intérieur comme à l'extérieur du secteur.

#### **Choix et décisions économiques médiocres**

15. Des choix et décisions économiques médiocres pourraient conduire à l'emploi d'instruments économiques inadéquats et à des incitations telles que subventions et taxation, cette dernière ayant habituellement pour effet d'entraver l'investissement dans le secteur. Des incitations financières inadéquates (par exemple, crédit, transfert monétaire et paiement en espèces, plans d'épargne, assurances) et l'emploi de subventions pour soutenir certaines parties du secteur de l'aquaculture sont un autre exemple de décisions économiques laissant à désirer. Les politiques macro-économiques (politiques des changes, politiques budgétaires, politiques monétaires, etc.) peuvent aussi influencer négativement sur la confiance et la viabilité des entreprises<sup>6</sup>. Le manque de cohérence entre les politiques, la transparence limitée et l'harmonisation partielle des politiques macro-économiques et sectorielles affaiblissent souvent la compétitivité du secteur de l'aquaculture au plan tant national qu'international, tout en ralentissant son développement durable.

#### **Développement lent, déséquilibré, non coordonné et non durable de l'aquaculture**

16. Le développement lent, déséquilibré et non coordonné de l'aquaculture est à attribuer aux effets combinés d'une planification médiocre et de choix économiques erronés. Une des premières manifestations de ce type de développement sera l'impossibilité d'augmenter la production dans la mesure prévue. Il peut y avoir d'autres effets indirects:

- faiblesse et inefficacité des organisations de producteurs et de commerçants;
- insuffisance des dispositions visant à encourager les groupes plus pauvres de la société à participer à des activités aquacoles;
- appropriation des ressources et des avantages par des groupes d'élite;
- ignorance des aspects environnementaux et sociaux;
- services de vulgarisation et mise en valeur des capacités humaines qui ne répondent pas aux besoins du secteur, associés à des activités de recherche ne touchant pas directement ce secteur et ses producteurs.

17. Lorsque ces facteurs limitatifs ne sont pas pris en compte comme faisant partie d'un cadre cohérent, leurs effets combinés se traduiront par des efforts et des investissements faits sur une

---

<sup>5</sup> FAO Fisheries Department. 2005. Towards improving global information on aquaculture. FAO Fisheries Technical Paper. No. 480. Rome, FAO. 2005. 172p.

<sup>6</sup> Ridler, N. and Hishamunda, N. 2001. Promotion de l'aquaculture commerciale durable en Afrique subsaharienne. Volume 1: Cadre Politique. *FAO Document technique sur les pêches* 408/1. FAO, Rome.

base individualiste et au coup par coup, ce qui ne contribuera guère à la réalisation des objectifs et des buts fixés au niveau national.

### **Conflits inter et intra-secteurs**

18. Les conflits sont une autre conséquence des processus de planification médiocres. Bien que ces conflits soient souvent liés à des rivalités ethniques ou sociales, il y a souvent derrière des rivalités économiques<sup>7</sup>. Ces intérêts antagoniques, auxquels s'ajoutent les conflits entre objectifs (c'est-à-dire lorsque les organismes de planification ont des objectifs divergents tels que la protection de l'environnement, le développement économique et l'équité sociale<sup>8</sup>), peuvent facilement donner lieu à des affrontements, par exemple entre les petits aquaculteurs et les grands producteurs aquacoles, et/ou entre le secteur aquacole et d'autres secteurs de l'économie se disputant les mêmes ressources (terre, eau, capital et main-d'oeuvre).

19. Les conflits jouent un rôle dans le développement lent et non durable du secteur aquacole. Ils pourraient néanmoins être minimisés par des consultations appropriées et la participation des parties concernées d'un bout à l'autre du processus de planification.

## **PROBLÈMES CONCERNANT LA PLANIFICATION ET LA FORMULATION DE POLITIQUES**

20. Il y a plusieurs difficultés à surmonter dans le processus de planification et de formulation de politiques.

### **Intégrer et gérer les intérêts de multiples parties prenantes**

21. Élaborer des politiques est un processus complexe auquel participent de multiples parties prenantes. Il est démontré que la participation à la formulation des politiques de ceux qui devraient bénéficier des services et des responsables de l'application des politiques peut favoriser le processus et déboucher sur des politiques plus faciles à réaliser et plus utiles<sup>9,10,11,12,13,14</sup>. Il est possible de rassembler de multiples parties prenantes moyennant un processus participatif en vue de la formulation de politiques. Cette approche peut donner des résultats non souhaités et engendrer une variabilité au niveau local. On ne peut ignorer que cette approche peut être difficile à négocier, car elle introduit dans le processus décisionnel une certaine flexibilité que d'aucuns considèrent comme une perte de contrôle.

22. Intégrer de multiples parties prenantes signifiera définir précisément les rôles de chacune dans la formulation des politiques et leur mise en oeuvre, particulièrement dans le secteur public,

<sup>7</sup> Bardhan, P. 1997. Method in the madness? A political-economy analysis of the ethnic conflicts in less developed countries. *World Development*, 25(9), 1381–1398.

<sup>8</sup> Béné, C., Macfayden, G. and Allison, E. 2004. Increasing the contribution of small-scale fisheries to poverty alleviation and food security. *FAO Technical Guidelines for Responsible Fisheries* No. 10. FAO, Rome.

<sup>9</sup> Cook, D. 2002. Consultation for a Change? Engaging Users and Communities in the Policy Process. *Social Policy and Administration*, 36(5), 516-531.

<sup>10</sup> Ellis, F. and Biggs, S. 2001. Evolving Themes in Rural Development 1950s-2000s. *Development Policy Review*, 19(4), 437-448.

<sup>11</sup> Goetz, A. M. and Gaventa, J. 2001. Bringing Citizen Voice and Client Focus into Service Delivery. IDS Working Paper. Sussex, UK: Institute of Development Studies.

<sup>12</sup> Robb, C. 2000. Hear Their Voice: Can the Poor Influence Policy? ID21 Report. Development Research Reporting Service.

<http://www.id21.org/zinter/id21zinter.exe?a=0&i=4ccr1&u=3d6f28e9>

<sup>13</sup> Saxena, N. C. 2002. Policy and Legal Reforms for the Poor in India. UNDP. <http://colombo.undp.org.in/NCSPoor.htm>

<sup>14</sup> STREAM, 2003. Investigating improved Policy on Aquaculture Service Provision to poor People. DFID NRSP Research Project R8100 March 2002 - May 2003. Department for International Development, London.

le secteur privé, les organisations de producteurs/commerçants et les ONG. En particulier, l'engagement et la participation des aquaculteurs et de leurs associations au processus de planification sont essentiels.

### **Allocations de fonds et d'autres ressources**

23. Les résultats de la planification (politiques, stratégies et plans d'action) ne pourront réellement être mis en oeuvre que si des fonds suffisants et d'autres ressources sont alloués à cet effet.

24. L'allocation de ressources exige un examen attentif des dates de l'allocation budgétaire et du dégagement des fonds, et une correspondance entre le calendrier établi pour les activités et les fonds mis à disposition par le gouvernement ou d'autres parties prenantes (par exemple, entrepreneurs du secteur privé, ONG et donateurs).

25. Durant la planification, il faudra veiller particulièrement à évaluer à la fois l'« additionnalité » et l'« effet multiplicateur »<sup>15</sup>. L'additionnalité est la mesure dans laquelle tout investissement et/ou toute activité peuvent se réaliser en l'absence d'une aide de la part du secteur gouvernemental. Il est important à tout moment de s'assurer que les gouvernements ne dépensent pas d'argent pour des activités dans lesquelles le secteur privé aurait de toute manière investi. L'effet multiplicateur est la mesure dans laquelle l'utilisation de l'argent public peut aider à encourager des investissements privés utiles au secteur. Il faudrait ainsi s'efforcer à tout moment d'identifier les activités qui aideraient à encourager les investissements privés.

### **Mise en valeur des capacités humaines**

26. Un aspect clé dont la planification doit tenir compte est le niveau des capacités humaines disponibles pour entreprendre les activités spécifiées dans les documents de planification. Il est probable qu'un certain niveau de « mise en valeur des capacités » sera requis si une politique doit être appliquée avec succès.

27. Il faudra prêter particulièrement attention à la mise en valeur des capacités humaines en raison des changements dans le contexte du développement international, tels que la décentralisation de l'administration publique, le renforcement des rapports entre le gouvernement et la privatisation et le dérèglement de la société civile; un accent de plus en plus marqué sur la bonne gouvernance; la révolution de l'information et des communications, etc. Il faudra aussi tenir compte des nouvelles approches de la gestion des pêches et de l'aquaculture, par exemple l'approche écosystémique, qui sont plus globales et exigent des niveaux de capacité qui n'étaient pas nécessaires auparavant.

### **Prévention et atténuation des conflits**

28. L'intégration de mesures de prévention et d'atténuation des conflits dans la planification et la mise en oeuvre des politiques est importante. Afin de prévenir et d'atténuer les conflits, il est indispensable de fournir des informations transparentes et d'actualité aux parties intéressées sur la raison d'être et les modalités d'application d'une politique. On aura recours à des moyens électroniques, par exemple une page web appropriée, ou à des moyens plus conventionnels comme les agents de vulgarisation aquacole. Le problème étant que, en l'absence d'information et de communication de la part du gouvernement, les rumeurs et la désinformation peuvent se répandre rapidement.

29. Certains pays ont aussi mis en place des procédures détaillées pour l'atténuation des conflits, de sorte que lorsque ceux-ci se présentent, ils disposent d'un instrument transparent et fiable pour les résoudre. Ces procédures peuvent être efficaces. Néanmoins, il faudrait reconnaître également que certains choix difficiles pourraient devoir être faits durant la mise en oeuvre des

---

<sup>15</sup> Macfadyen, G., Haylor, G., Brugere, C. and Savage, W. 2006. Guidelines for reaching policy consensus and implementing policy. TCP/PAK/3005, FAO, Rome, in preparation.

politiques, et compte tenu de la multiplicité des acteurs du secteur aquacole et non aquacole qui pourraient être actifs dans le même domaine, il peut être difficile de répondre aux besoins et aux aspirations de chacun.

### **Législation d'appui**

30. La législation englobe tous les instruments ayant force de loi, tels que lois, règlements, décrets, ordonnances et arrêtés locaux. L'importance de la législation est soulignée dans le Code de conduite pour une pêche responsable de la FAO, qui contient de nombreux articles traitant du respect de la législation internationale, du soutien à la gestion durable des pêches, des devoirs de l'État du port, de la mise en valeur des zones côtières et du commerce du poisson<sup>16</sup>. L'Article 9.1.1 du Code de conduite précise en particulier que les « États devraient établir, faire fonctionner et développer un cadre juridique et administratif approprié qui favorise le développement d'une aquaculture responsable ».

31. On se demande souvent si la politique influe sur la législation et la détermine, ou vice-versa; il y a souvent un peu des deux, et politique et législation s'appuient mutuellement. Certainement, la législation fournit le cadre juridique pour appuyer la politique grâce aux détails spécifiés dans ces instruments, et aux pouvoirs se rapportant à l'application et aux sanctions à l'encontre de ceux qui enfreignent la loi. Modifier une politique déjà en vigueur peut obliger à apporter des changements à la législation. La mise en oeuvre d'une nouvelle orientation politique risque beaucoup de nécessiter une évaluation de la mesure dans laquelle il est nécessaire de modifier la législation à l'appui de la mise en oeuvre réussie de cette politique. Les composantes clés généralement nécessaires dans les cadres législatifs d'appui à l'aquaculture se rapportent aux droits de propriété, à l'accès aux sources d'eau propre, aux moyens d'éviter les dépenses inutiles et à un système de permis ou de licences pour les opérations aquacoles. Néanmoins, la législation applicable aux secteurs connexes (par exemple finances, environnement) pourrait ne pas répondre de manière adéquate aux besoins des aquaculteurs ni les protéger suffisamment et nécessiter des amendements à l'appui de la mise en oeuvre des politiques de développement de l'aquaculture. L'impact de la législation sur les différents groupes socio-économiques n'est pas toujours neutre. La législation peut marginaliser et créer des conflits, et aussi fournir un cadre pour la mise en oeuvre des politiques et le règlement des différends.

## **RÔLE DE LA FAO ET D'AUTRES PARTIES PRENANTES DANS LA RÉSOLUTION DES PROBLÈMES**

32. Fournir un appui à la préparation des documents relatifs à la planification du secteur de l'aquaculture au niveau national (politiques, stratégies et plans) fait partie des activités normatives du Département des pêches de la FAO. Le nombre de demandes d'avis techniques et d'assistance pour la préparation de ces documents ne cesse d'augmenter. Plusieurs demandes ont été traitées ces dernières années par le biais du Programme de coopération technique de la FAO et du Programme FishCode du Département des pêches, étant donné que le financement accordé au titre du Programme ordinaire est limité.

33. Récemment, le Département des pêches a traité des demandes liées à la planification et à la formulation de politiques en aquaculture et de stratégies pour l'aquaculture dans de nombreux pays (Angola, Brésil, Cameroun, Indonésie, Géorgie, Lettonie, Mozambique, Pakistan, Viet Nam, Zambie, etc.) et de nouvelles activités sont prévues dans plusieurs autres (voir COFI/AQ/III/2006/2 et COFI/AQ/III/2006/3).

34. Ces efforts viennent compléter d'autres initiatives menées en coopération au sein du Département des pêches liées à la collecte d'informations sur l'aquaculture ayant trait à la planification. Citons à titre d'exemples l'étude Delphi, les Vues générales du secteur aquacole national et les Vues générales des législations aquacoles nationales. Les principaux partenaires

---

<sup>16</sup> Article 2a, 2c, 3.2.b, 3.2.c, 6.13, 7.1.1, 7.6.6, 7.7.1, 8.3.1, 9.1.1, 10.1.1, 10.1.3, 10.2.5, 11.3.

nationaux et internationaux de la FAO sont le Réseau de centres d'aquaculture pour la région Asie-Pacifique (RCAAP), la Commission générale des pêches pour la Méditerranée (CGPM), la Commission européenne consultative pour les pêches et l'aquaculture dans les eaux intérieures (CECPI), le Réseau de centres d'aquaculture pour l'Europe de l'Est (RCAEE), la Banque mondiale, le Fonds mondial pour la nature (WWF) et l'Alliance mondiale pour la conservation de la nature (UICN) (voir COFI/AQ/III/2006/2 et COFI/AQ/III/2006/3).

### **SUIVI ET CONSEILS DU SOUS-COMITÉ**

35. Malgré les efforts entrepris par un certain nombre de gouvernements, la FAO et d'autres parties prenantes, bon nombre des problèmes énumérés précédemment persistent et de nouvelles mesures sont nécessaires pour aider les pays à surmonter les difficultés qu'ils rencontrent en matière de planification.

36. Le Département des pêches continuera de fournir une assistance technique à la planification et à la formulation de politiques aquacoles aux États Membres sur demande, mais il ne s'agit que d'une des nombreuses options disponibles. Les gouvernements, en tant que principale partie prenante dans la planification de l'aquaculture, souhaiteront peut-être accroître leurs efforts pour susciter une prise de conscience, renforcer les capacités au niveau national et mener à bien des processus de planification appropriés. Un appui extra-budgétaire suffisant permettrait d'organiser et d'animer des ateliers dans les pays et/ou les régions pour renforcer les capacités et simplifier la planification aquacole. L'organisation d'une consultation d'experts sur l'amélioration de la planification et de la formulation de politiques en aquaculture pourrait avoir un effet déterminant, car elle permettrait d'étudier de manière plus approfondie les pratiques optimales de planification de l'aquaculture, les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre des politiques et de renforcer le partage des expériences concernant les approches appropriées de la formulation de politiques en aquaculture.

37. Sur la base de ces propositions d'actions de suivi, le Sous-Comité est invité à :

- Formuler des observations relatives aux activités entreprises par le Département des pêches de la FAO ces dernières années concernant la fourniture d'avis aux membres au sujet de la planification de l'aquaculture et de l'élaboration de stratégies nationales en matière d'aquaculture;
- Faire rapport sur des plans futurs visant à améliorer la planification, la politique et l'élaboration de stratégies nationales en aquaculture dans les États Membres;
- Donner des conseils sur les possibilités pour les États Membres de collaborer avec la FAO pendant la prochaine période intersessions sur les moyens d'améliorer les politiques, la planification et l'élaboration de stratégies en aquaculture;
- Manifester son intérêt en fournissant un financement extra-budgétaire au Département des pêches de la FAO à l'appui de l'organisation d'ateliers visant à renforcer les capacités en matière de planification, et d'une Consultation d'experts sur l'amélioration de la planification et de la formulation de politiques en aquaculture.